

Grandeur et misère des tiers-lieux et des communs culturels montréalais

Jean-Marie Lafortune

Après l'engouement manifesté envers les villes créatives, découlant de l'essor de l'économie et des politiques de la créativité, celui qui s'affirme autour des tiers-lieux et des communs culturels, à la faveur d'une transformation du politique, résulte de la montée de la démocratie formelle axée sur une stricte régulation juridique. La globalisation et la nouvelle rectitude politique ayant mis à mal la légitimité des systèmes démocratiques nationaux, de nombreux acteurs cherchent une alternative et croient la trouver dans la production de tiers-lieux et de communs culturels à l'échelle locale. Mais quelle est donc la nature de ces « nouveaux espaces » et comment chamboulent-ils les politiques, les pratiques et les institutions culturelles ? Si on peut les considérer comme des équipements de proximité, il semble qu'ils ne peuvent modifier significativement le fonctionnement démocratique des sociétés, d'une part, car ils ne se fondent pas sur l'universalité et, d'autre part, parce qu'ils ne s'inscrivent pas dans la durée. Alors que le discours entourant la mise en place de ces actions d'émancipation laisse entendre des changements de structures, on constate qu'elles n'agissent qu'au niveau de la superstructure et ne mettent pas vraiment à l'épreuve les systèmes politico-économiques en place.

Après avoir mis en contexte l'apparition et la consolidation de ce type d'initiatives à Montréal, nous examinons le potentiel transformateur de ces innovations sociales à partir du discours des acteurs et des effets observables sur la vie culturelle locale avant de considérer d'autres alternatives au néolibéralisme triomphant ou voies de transformation plus modestes à l'échelle des territoires. Nous nous interrogerons en conclusion sur les fonctions et le travail d'animation induits par ces « alternatives citoyennes » et, plus largement, sur les liens entre culture et rapports sociaux qui se révèlent et se créent dans les projets qui se réclament de ces pratiques qui oscillent entre utopies mobilisatrices et concepts marketing.

After the enthusiasm shown for creative cities, stemming from the rise of the creative economy and policies, the one that asserts itself around third-places and cultural commons, through a transformation of politics, results from the rise of formal democracy based on strict legal regulation. Globalisation and the new political correctness have undermined the legitimacy of national democratic systems, so many actors are looking for an alternative and believe they can be found in the production of third-place and cultural commons at the local level. But what is the nature of these "new spaces" and how do they disrupt cultural policies, practices and institutions? If we can consider them as local facilities, it seems that they cannot significantly change the democratic functioning of societies, on the one hand, because they are not based on universality and, on the other hand, because they are not lasting. While the discourse surrounding the implementation of these emancipation actions suggests structural changes, we note that they only act at the level of the superstructure and do not really test the political-economic systems in place.

Having put in context the emergence and consolidation of this type of initiatives in Montreal, we examine the transformative potential of these social innovations from the discourse of actors and observable effects on local cultural life before considering other alternatives to triumphant neoliberalism or more modest ways of transformation on a

territorial scale. We conclude by questioning the functions and the work of animation induced by these «citizen alternatives» and, more broadly, on the links between culture and social relations that are revealed and created in the projects that claim these practices that oscillate between mobilizing utopias and marketing concepts.